



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

DEPARTEMENT de VAUCLUSE – ARRONDISSEMENT de CARPENTRAS

COMMUNE DE VALREAS

Police Municipale

Dossier suivi par Vincent DEFOSSE
Responsable Pôle Sécurité
Tél : 04.90.10.06.60. – Fax : 04.90.37.69.75
Courriel : secretariatpm@mairie-valreas.fr
PM/VD/LD

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2024-07/46

Portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire.

■ LE MAIRE DE VALREAS,

- **VU** le code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 ;
- **VU** le code de la santé publique et notamment les articles, L.3321-1 à L.3334-2 ;
- **VU** l'Arrêté Préfectoral S12010 05 11 0040 PREF du 11/05/2010 relatif à la police des débits de boissons dans le département du Vaucluse ;
- **VU** l'arrêté du Maire n°2020-06/11 du 5 juin 2020, portant délégation de fonctions et de signature à M. Franck VIGNE Adjoint délégué à la sécurité ;
- **VU** la demande de **Monsieur BOULLE Arnaud**, gérant du bar "**Le KAZ'1**" Cours Saint Antoine à Valréas ;
- **VU** l'avis favorable des élus ;

ARRÊTE

Article 1 : Le bar le "**KAZ'1**" est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion des festivités, du CORSO de la Lavande 2024 :

- **Du vendredi 2 août 2024 à 12h00 au mardi 6 août 2024 jusqu'à 2h00.**

A charge pour eux de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des débits de boissons,

Article 2 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Chef de Service de la police municipale, Monsieur le Directeur des services techniques municipaux et Monsieur le Commandant de la brigade territoriale de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est inscrit sur le recueil des actes administratifs de la commune, affiché sur les lieux de la mise en place des signalisations et dont ampliation est adressée à l'intéressé.

Fait à Valréas, le 16 juillet 2024

Pour le Maire, Par délégation,
L'Adjoint délégué à la sécurité,
Franck VIGNE.



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes (Gard) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Publication sur le site internet de la ville le : 18 JUIL 2024